

**JOURNEE « ESPOIR BANLIEUES »
VAULX EN VELIN
MARDI 22 JANVIER 2008**

**INTERVENTION DE FADELA AMARA
SECRETAIRE D'ETAT CHARGEE DE LA POLITIQUE DE LA VILLE**

Madame Le Ministre, chère Christine,

Monsieur le Maire de Vaulx-en-Velin,

Mesdames, Messieurs les Préfets et responsables administratifs,

Mesdames, Messieurs les élus,

Et vous, responsables associatifs, acteurs de terrains et piliers de la politique de la ville,

Mes très chers amis,

Merci.

Merci tout d'abord, Monsieur le Maire de Vaulx-en-Velin, cher Maurice CHARRIER, de nous accueillir ce matin et d'avoir contribué, par votre engagement personnel, à la réussite de cette manifestation.

Merci à vous tous d'être là, aujourd'hui, et de montrer par votre présence massive que l'avenir de nos banlieues, l'avenir des habitants de nos villes est une priorité nationale.

Dès mon entrée au Gouvernement, alors qu'on me pressait de sortir un énième plan, un énième catalogue de mesures, j'ai voulu une autre politique.

Dès le Conseil des ministres du 7 septembre à Strasbourg, en présence de tous les membres du Gouvernement, je proposais de changer d'attitude et de méthode, de briser les tabous, d'agir en profondeur.

C'est pour cette raison que j'ai lancé les rencontres territoriales et que j'ai demandé à la jeunesse de ce pays de s'exprimer et de s'impliquer. Le blog que j'ai ouvert le 1^{er} août 2007 a été un succès.

Au cours des six mois qui viennent de s'écouler, j'ai rencontré des dizaines de milliers de personnes sur leur lieu de vie, chez eux, ou dans les cages d'escaliers.

J'ai entendu de nombreux élus, responsables associatifs, spécialistes de la question des banlieues, sociologues et acteurs locaux.

J'ai entendu aussi les propositions d'associations, celles de Clichy sous Bois comme celles de Villiers le Bel, du Mirail, celles des femmes relais de Pantin et tant d'autres.

J'ai entendu les propositions des réseaux d'acteurs, de chefs de projets, de fonctionnaires territoriaux, de responsables de centres de ressources.

J'ai pris note de toutes les contributions:

- des propositions des membres du Conseil National des Villes
- des conclusions de l'association Villes et Banlieues.
- des contributions des Maires des grandes villes de France

- J'ai entendu les propositions des associations des Maires de France ainsi que celles des Présidents de Conseils Régionaux et Conseils Généraux.
- J'ai pris connaissance de l'avis du Conseil Economique et Social rendu récemment

- J'ai entendu les avis et les propositions des parlementaires, au Sénat comme à l'Assemblée Nationale.

- J'ai pris acte des constats de l'Observatoire National des Zones Urbaines Sensibles. Ils sont édifiants.

- J'ai lu et relu les rapports successifs de la Cour des Comptes et leurs observations, leurs recommandations et j'ai intégré leurs injonctions.

Tous formulent des constats alarmants, tous appellent à un nouveau souffle, à une nouvelle politique.

S'il faut retenir un seul point commun entre toutes ces contributions, c'est qu'on ne peut plus continuer comme cela.

On ne peut plus se satisfaire de bricolages, de replâtrage et de pansements URGO.

Nous avons besoin d'une autre politique de la Ville, d'une politique de la ville qui colle à la France d'aujourd'hui. Qui colle à la République d'aujourd'hui. Une République métissée, fière de sa diversité. Une République qui a besoin de Mixité, de Respect, d'Égalité. Une République qui fait de ses quartiers populaires une force.

C'est l'ambition du Président de la République, Nicolas SARKOZY, c'est l'engagement du Premier ministre, François FILLON. C'est la responsabilité du Gouvernement.

Christine BOUTIN et moi même allons tout faire pour traduire dans les faits cette ambition.

C'est pourquoi

- Je veux une politique de la ville fondée sur l'évaluation et la culture du résultat
- Je veux une politique de la ville qui cible les problèmes
- Je veux une politique de la ville qui engage fortement et réellement le droit commun
- Je veux une politique de la ville faite pour et avec les gens, pour mieux répondre à leurs besoins
- Je veux une politique de la ville « **sur mesure** » qui s'appuie sur l'expertise locale et qui fait la promotion des bonnes pratiques.

Car l'expérience nous a montré **qu'une politique générale dilue tout et ne résout rien.**

La Cour des Comptes sur ce sujet là nous a rappelé à l'ordre dans son dernier rapport.

Les 300 rencontres territoriales, les différentes consultations que j'ai engagées auprès de la jeunesse, les contributions recueillies sur les blogs, tout cela nous confirme dans cette volonté d'ouvrir une nouvelle page et de faire que l'espoir banlieue soit notre credo.

*

*

*

Cette nouvelle politique exige une dynamique de long terme, basée sur trois piliers :

I – Tout d'abord, une nouvelle gouvernance, à la fois au niveau national et au niveau local.

Au niveau local, je propose de faire du tandem **préfet/maire** le pivot de cette nouvelle gouvernance. Mon objectif est de faire du «sur mesure» en fonction des besoins des populations et des territoires.

Cela veut dire plus de pouvoirs pour les uns et les autres, plus de déconcentration de crédits, la possibilité d'agir vite et fort sur les augmentations de loyer injustifiées ou en faveur de la propreté du cadre de vie des habitants.

Ici, comme dans toute politique publique, la culture du résultat et de l'évaluation doit être au cœur de cette nouvelle gouvernance.

Cette évaluation ne doit pas se faire au lendemain d'une émeute, mais en permanence, avec des indicateurs précis et ciblés.

Ces indicateurs, ils doivent être suivis au plus haut niveau, par un Conseil Interministériel des Villes réformé, réuni régulièrement, en présence de tous les ministres concernés, au moins deux fois par an.

Ils doivent permettre de mesurer exactement l'efficacité de tous les services publics dans les quartiers. Ils doivent permettre de comparer le service rendu aux habitants des quartiers avec celui dont profitent ceux des autres quartiers.

C'est ça, mobiliser vraiment le droit commun. Ce n'est pas seulement le dire. C'est surtout le faire.

Qui, ici, peut dire, chiffres à l'appui, si le nombre de fonctionnaires pour 1.000 habitants est plus fort ou plus faible dans les quartiers qu'ailleurs ? Qui peut dire si les actions de terrain sont toutes efficaces ? Et d'après quels indicateurs ?

Il faut mesurer, évaluer et avoir le courage de rectifier le tir lorsque cela est nécessaire.

C'est valable à tous les niveaux : au niveau local comme au niveau national.

Je veux vous dire à vous, acteurs de terrain, élus de proximité et associations, que je me battraï à vos cotés.

Vous êtes le pivot de ma démarche.

Je me battraï pour la reconnaissance d'un vrai statut de l' élu local. Je me battraï pour que les associations puissent travailler dès cette année sans peur du lendemain, avec des conventions pluriannuelles d'objectifs, des financements sécurisés et des systèmes d'avances sur subventions qui évitent les agios bancaires.

La nouvelle gouvernance passe par là. Elle exige aussi, pour être efficace, que l'on se fixe des priorités.

II – Le second pilier, c'est le ciblage de l'effort public, pour plus d'efficacité.

Pour éviter le saupoudrage des crédits, il faut se concentrer sur l'essentiel : les quartiers prioritaires

Nous devons donner de la visibilité à ce que nous faisons, collectivement. Je veux mettre fin à ces dispositifs qui s'accumulent et à ces différents sigles que pointe la Cour des Comptes dans son rapport.

C'est pourquoi je propose de ne travailler que sur deux niveaux de territoires :

- **Au premier niveau:** les quartiers les plus difficiles, une centaine environ, qui nécessitent de la réparation et du suivi. C'est là qu'il faut concentrer nos moyens, en plus du travail fait partout dans le cadre des Contrats Urbains de Cohésion Sociale, qu'il faut consolider. Parce que je ne veux de quartiers ghettos. Parce que je ne veux de territoires perdus pour la République. Parce que je ne veux plus de trouille, dans nos quartiers populaires.
- **Au second niveau:** les quartiers qui rencontrent des fragilités et dans lesquels il faut faire de la prévention.

III – Enfin, aux côtés de la rénovation urbaine qui a été engagée depuis 2003 avec l'ANRU, je propose d'engager une véritable rénovation sociale des quartiers

Le 8 janvier 2008, le Président de la République a annoncé qu'il voulait poser la question de la ville, dans le cadre d'une politique de civilisation. En disant cela, il a rappelé que cette question « *pèse lourdement sur la qualité de la vie, sur la convivialité, sur la sociabilité, sur la solidarité* ».

Cela veut dire qu'il faut agir autant sur le bâti que sur les hommes et les femmes. Cela veut dire qu'il est vain d'opposer populations et territoires. Les deux sont liés.

Autant, il nous faudra amplifier la rénovation urbaine à travers un second programme ANRU, autant il faudra engager une rénovation sociale concertée et partagée de nos quartiers.

Dans ce cadre, je propose d'engager immédiatement **trois axes de travail**.

Première priorité :

L'emploi, la formation des jeunes et la lutte contre les discriminations.

Cette priorité, comme les autres, doit engager tous les acteurs : les collectivités locales, l'Etat, mais aussi le monde de l'entreprise.

Mon objectif c'est de ne laisser aucun jeune dans le désœuvrement.

Je veux répondre à Carine, d'ARRAS, qui m'a dit à quel point il est difficile pour une mère seule de concilier un travail et l'éducation de quatre enfants, sans soutien d'aucune sorte.

Je veux lui dire que je proposerai au Président de la République d'engager des actions ambitieuses et innovantes en faveur de la garde d'enfants à domicile dans les quartiers, pour permettre à toutes ces mères de famille de travailler et créer 2.500 emplois en trois ans, pour celles qui veulent valoriser leurs Acquis et leur l'Expérience.

Je veux dire à Mohamed de Nantes que j'ai entendu ses difficultés à créer sa propre entreprise, sans réseau, sans financement et avec sa seule conviction : qu'il a une bonne idée et un marché à conquérir.

Je proposerai donc un programme visant à créer et accompagner en cinq ans, 20.000 entreprises nouvelles dans les quartiers.

Je veux dire à Fatima, de Perpignan, qu'elle ne sera plus seule dans sa recherche d'emploi. Que le moment de la confiance est venu. Que tout sera fait pour que des jeunes comme elle aient une vraie formation et soient accompagnés personnellement dans leur recherche d'emploi.

Et je veux aussi dire à Michel, Directeur des Ressources Humaines d'une grande entreprise, que j'ai rencontré à Bercy, qu'il faut dépasser les a priori. Que, derrière le verbe, l'attitude et les codes vestimentaires, il y a dans ces quartiers des véritables pépites qui ne demandent qu'à se mettre à son service.

Je veux rapprocher ces recruteurs de tous ces jeunes qui ne connaissent pas toujours les codes de l'entreprise. Il faudra aller les chercher en pied de cité, les former, les coacher, leur payer le permis de conduire si nécessaire, pour qu'en contrepartie, ils entrent dans l'emploi durable et y restent.

Je proposerai des dispositifs précis dans ce domaine, pour créer plus de 45.000 emplois en trois ans, et réduire dans le même temps de 40% le chômage des jeunes en banlieue.

Seconde priorité :

La réussite éducative dans un parcours sécurisé pour chaque enfant des quartiers.

Mon objectif est d'agir d'une manière permanente sur tous les points de fragilité de l'éducation des jeunes, tout au long de leur parcours scolaire.

Sur ce point, je propose, de pérenniser les dispositifs de réussite éducative, d'en faire le pilier de la logique de l'éducation personnalisée.

Mais je propose aussi de créer un dispositif de repérage des jeunes en situation de décrochage scolaire, pour ne plus jamais les perdre.

Je propose, pour ces jeunes, de renforcer les dispositifs de seconde chance et, ainsi, de leur apporter une vraie réponse qui leur évite de se retrouver à 16 ou 18 ans sans perspectives d'avenir.

Les expériences qui ont été menées en la matière, telles que « Ecole 2^{ème} Chance » et « Défense 2^{ème} Chance » doivent être maintenues et développées, à Vaulx-en-Velin comme ailleurs.

Et quand je parle d'agir sur tous les points de fragilité, cela veut dire qu'il faut prendre en compte les questions de santé, de parentalité, de la famille, etc.

Je demande que chaque écolier, que chaque collégien, que chaque lycéen de ces quartiers soit suivi personnellement en cas de besoin, par des systèmes de tutorat généralisé, pour en tirer le meilleur et lui permettre d'aller jusqu'au bout de ses capacités.

Je veux mettre à leur disposition une banque de stages, dans les collèges et lycées prioritaires.

Je veux que l'excellence soit visible dans nos quartiers ; que l'on sache, enfin, que l'élite de demain viendra de là.

Mais dans certains quartiers et dans certaines communes rien ne pourra se faire sans désenclavement. Je fais de cette question ma priorité.

Troisième priorité :

La question du désenclavement

Le désenclavement est indispensable au développement économique et social d'un territoire. Pour des communes comme Clichy sous Bois et Montfermeil en Seine Saint-Denis, c'est même vital.

Je m'y suis rendue pour constater la galère dans laquelle se trouve ceux et celles qui souhaitent accéder au bassin d'emploi tout proche, ou tout simplement sortir de leur quartier.

Comment s'étonner des chiffres du chômage de ces deux communes, qui atteignent des sommets

Comment s'étonner des ravages de l'absence de mixité sociale, de l'entre soi ?

Comment s'étonner de la virulence des propos des jeunes du quartier des Bosquets, qui pensent que l'Etat comme les collectivités locales les ont oubliés ?

Je ferai tout pour sortir les projets de transports en commun des placards dans lesquels ils dorment depuis trop longtemps.

Je propose donc que dans le cadre du Grenelle de l'environnement, une priorité soit donnée au désenclavement des quartiers relevant de la politique de la ville, pour créer de la mobilité et offrir de nouvelles perspectives à leurs habitants.

Je propose aussi que, au delà des lignes de tram ou de bus à construire, les initiatives menées par les maires ou les associations pour désenclaver leurs quartiers, qu'il s'agisse de baisses de tarifs, d'augmentation des rotations ou de création de moyens de transport alternatifs, soient soutenues et encouragées.

Que dire de la sécurité, qui est un droit que réclame nos concitoyens des quartiers prioritaires ? Ils veulent, comme tout le monde, vivre dans la tranquillité. Ils veulent de l'apaisement, des relations respectueuses et harmonieuses avec ce service public qu'est la police nationale.

Il faut ouvrir une nouvelle page dans ce domaine. Sans oublier les difficultés, accepter de faire amende honorable et considérer qu'il n'y a pas d'un côté, que des voyous, et de l'autre, que des racistes.

Je propose, qu'au delà des propositions déjà formulées par Le Ministre de l'Intérieur, la police élargisse massivement son recrutement à la banlieue ; qu'elle vante ses missions, ses métiers ; qu'elle réinvestisse les cités, sans oublier sa fonction, mais en rappelant qu'elle est là pour protéger, autant que pour sévir.

Mais je demande aussi aux mères, aux pères, d'en finir avec l'omerta. A partir du moment où ils demandent de la sécurité, qu'ils refusent l'économie parallèle et l'argent facile ; qu'ils éloignent définitivement leurs enfants de toutes ces dérives, qui gangrènent tout un quartier.

*

*

*

IV. Toutes ces propositions n'ont de sens que si la solidarité locale joue pleinement son rôle.

Elles n'ont de sens que si l'on engage une véritable réforme de la fiscalité locale, vers davantage de solidarité partagée

N'est-il pas grand temps de s'interroger sur la pertinence des dotations de péréquation ?

Tout le monde le dit : elles ne corrigent pas suffisamment les égoïsmes territoriaux.

Elles ne permettent pas à des élus de terrain, souvent démunis, d'offrir un même niveau de service public à leur population, aux quatre coins de notre pays.

Régler ce problème suppose des actions fortes.

Je propose d'engager avec les élus une réflexion sur la question de solidarité financière entre les communes.

Ainsi, si nous avons l'obligation d'aider les villes pauvres dont la population est en difficulté, nous avons aussi le devoir de demander aux villes parmi les moins pauvres de s'occuper de leurs populations dans le besoin.

Parce qu'il y a une différence entre les villes pauvres et les villes où il y a des pauvres. Parce qu'une commune comme Clichy-sous-Bois ne peut être traitée comme une ville telle que Nantes, de même que la ville de Montfermeil ne peut être traitée comme la ville de Toulouse.

*

*

*

Ces priorités exigent une volonté politique forte.

Le 8 février, le Président de la République détaillera lui même les premières mesures phares de cette nouvelle politique.

Il prononcera un discours fort qui tiendra compte de notre contribution collective.

Par son implication personnelle dans ce débat, le Président de la République fait de la question des quartiers populaires et de nos banlieues une priorité nationale.

Il veut faire de ces territoires le fer de lance de nouvelles conquêtes.

Par son engagement sans précédent contre les discriminations et pour la promotion de la diversité, il veut faire de ces territoires le vivier des compétences et des élites de demain.

Moi Fadela AMARA, fille d'ouvrier immigré, femme de gauche, militante laïque et féministe, je dis que cet engagement présidentiel m'a touchée. Il a emporté mon adhésion, et entraîné mon implication dans le combat mené par le gouvernement de François FILLON.

Laissez moi vous dire du fond du cœur que je m'appuie sur ces engagements pour briser les tabous, bousculer les convenances et les clivages, pour créer les conditions d'un véritable changement.

Un changement qui passe par l'espoir et l'élan que nous allons donner à nos quartiers.

Voilà, mes très chers amis, le message que je souhaitais vous transmettre au terme de ces six mois de travail communs en faveur de la politique de la ville.

L'abbé Pierre, qui nous quitté il y a tout juste un an, disait si l'on ne fait rien « *il y aura chaque hiver le scandale des sans logis et chaque été la violence des banlieues* ».

Notre rendez vous d'aujourd'hui, n'est pas une fin. C'est un début. Nous nous retrouverons régulièrement. Car cette nouvelle politique a besoin de notre mobilisation permanente.

Comme disait Victor Hugo « *il vient une heure ou protester ne suffit plus ; après la philosophie il faut l'action* ».



Discours de M. le Président de la République

Une nouvelle politique pour les banlieues

Palais de l'Élysée - Vendredi 8 février 2008

Mesdames et Messieurs,

Je vous remercie d'avoir accepté mon invitation.

Si j'ai souhaité vous réunir aujourd'hui c'est parce que ce dont je veux parler ne peut pas s'accomplir par la seule volonté de l'Etat et par la seule action de l'administration.

Nous avons tous appris au moins une chose au cours de ces vingt dernières années, c'est qu'il ne suffisait pas de créer un Ministère de la Ville, ni de débloquer des crédits, ni de repeindre les immeubles pour que dans certains quartiers de plus en plus d'habitants ne se sentent pas laissés pour compte, abandonnés de tous, mis à l'écart de la République, de ses solidarités, de ses lois.

Vingt ans d'efforts de la part de tous les gouvernements, avec des moyens qui ont fini au bout du compte par être considérables, vingt ans de politique de la ville, vingt ans de travail de tant de femmes et d'hommes de bonne volonté, de tant de Ministres compétents, de tant de maires ayant chevillé au corps le souci du bien public, vingt ans de travail acharné de tant d'enseignants, de tant d'éducateurs, de travailleurs sociaux, de tant d'associations qui ont déployé tant de trésors d'intelligence et de générosité n'ont pas réussi à empêcher que les fractures se creusent, qu'une forme de désespérance s'installe et finisse par devenir une souffrance.

Car c'est toujours une souffrance de ne plus pouvoir espérer. C'est toujours une souffrance de se sentir dépossédé de son avenir, d'avoir peur pour l'avenir de ses enfants, peur du regard des autres, peur d'une société dans laquelle on se sent étranger, dont on se sent rejeté, dont on ne comprend pas les codes, dont personne ne vous a appris les règles.

Oui, nous le savons tous, il y a des quartiers en France où il est plus difficile que partout ailleurs de s'en sortir, de réussir, de réaliser ses ambitions, ses rêves.

Il y a des quartiers en France où la vie est plus dure qu'ailleurs parce que tous les handicaps, toutes les difficultés y sont concentrés, parce qu'il y a plus de pauvreté, plus de chômage, plus de violence, plus d'insécurité qu'ailleurs.

Il y a des quartiers en France où il y a tellement de handicaps, tellement de difficultés, tellement de précarité, tellement de violence, tellement de souffrance qu'ils se replient sur eux-mêmes, qu'ils ressentent tout ce qui leur est extérieur comme une menace.

Il y a des quartiers dans notre pays, dans notre démocratie, dans notre République où l'on a moins de droits, moins de chances que les autres.



Avec ce qui se passe dans ces quartiers, ce n'est pas seulement l'idée que nous nous faisons de la laïcité, c'est l'avenir de notre démocratie, c'est l'avenir d'une certaine idée de la République qui sont en jeu. C'est l'idée même de nation qui est en cause.

Le malaise ne vient pas seulement de l'urbanisme et de l'architecture, il n'est pas seulement économique ou social, il est plus profond, il est aussi identitaire, il est culturel, il est moral, bref il est humain et pas seulement matériel.

Pendant 20 ans on a concentré l'essentiel des efforts et des moyens pour corriger ce que l'architecture et l'urbanisme des années 60 et 70 avaient de démoralisant et d'inhumain, pour essayer de mettre de la convivialité, de la chaleur, de la vie dans les grands ensembles qui peu à peu se transformaient en ghettos.

Pendant 20 ans on a dépensé de l'argent, de l'énergie, de l'imagination pour remettre de la qualité là où la quantité avait été jusque-là le seul critère, quand il avait fallu venir à bout des bidonvilles, quand il avait fallu faire face à la poussée des naissances de l'après-guerre et à l'immigration.

Il a fallu quand même bien longtemps pour prendre la mesure du problème que posait le cadre de vie, de la dégradation, de la solitude, de l'angoisse, de l'isolement, du mal-être qu'il générait.

Je veux rendre hommage à tous les Ministres de la Ville qui se sont succédés depuis 1988 et qui ont mis tant d'ardeur à essayer de faire prendre conscience de l'ampleur de la crise des banlieues, des conséquences graves qu'elle pouvait avoir sur l'équilibre social et sur l'unité du pays si un effort suffisant n'était pas accompli, si les moyens nécessaires pour l'enrayer n'étaient pas mis en œuvre.

Je veux rendre hommage à Jean-Louis Borloo qui a réussi à lancer le premier plan de rénovation urbaine réellement à la hauteur de l'enjeu.

Je veux saluer le travail remarquable de l'ANRU et ses premiers succès. Je veux dire que cet effort ne sera ni arrêté, ni ralenti, qu'il se poursuivra aussi longtemps que nécessaire.

Je veux dire à tous les maires qui veulent rénover, qui veulent construire, qui veulent des efforts en matière d'urbanisme, en matière d'architecture, je veux leur dire que l'Etat les aidera, les soutiendra, les accompagnera.

Je veux leur dire que nous devons réinventer la ville. Je veux leur dire que c'est un enjeu formidable pour le XXI^e siècle. Nous avons besoin de repenser la ville et la façon d'y vivre. Nous avons besoin de repenser l'urbanisme, l'aménagement, l'architecture. Et le problème n'est pas de savoir si l'on doit construire des immeubles hauts ou des immeubles bas, mais de savoir si ce que l'on construit est beau, agréable à vivre, si l'homme y trouve toute sa place ou si au contraire il s'en sent exclu.

C'est un enjeu de civilisation. Je veux que l'Etat s'y engage fortement, et pas seulement sur le grand Paris mais sur tous les grands projets urbains qui contribuent à dessiner la ville du futur, la ville sans pollution et sans violence, la ville qui réunira les hommes au lieu de les diviser, qui intégrera au lieu d'exclure, la ville qui donnera à chacun les moyens de réaliser ses rêves et ses ambitions au lieu de les décourager, la ville où chacun aura le sentiment qu'il a sa place, la ville où chacun, quelles que soient ses origines, quel que soit le quartier où il habite, saura qu'il a les mêmes chances et qu'il a les mêmes droits, où nul n'aura plus de raison d'avoir peur du regard des autres.

Cette nouvelle ville nous la construirons ensemble.



Cette nouvelle ville ce ne sont pas seulement les urbanistes et les architectes qui peuvent l'inventer, ce n'est pas seulement la politique qui peut la bâtir.
Cette nouvelle ville c'est un projet de société et c'est l'affaire de tous.

Ce à quoi je vous appelle, c'est à une refondation non pas seulement de la ville dans sa dimension matérielle, mais de la République elle-même.

Ce à quoi je vous appelle, ce n'est pas seulement à briser les ghettos urbains mais aussi les ghettos intellectuels, culturels, sociaux, les ghettos psychologiques.

Ce à quoi je vous appelle, c'est à briser ces ghettos dans lesquels la peur de l'autre, le manque de confiance en soi et d'estime de soi enferment les esprits et les dressent les uns contre les autres.

A quoi servirait-il de rénover les bâtiments, à quoi servirait-il de développer les territoires, si l'on ne s'occupait pas en même temps des personnes ?

A quoi servirait-il de casser les ghettos urbains si les ghettos qui sont dans les têtes devaient perdurer ?

A quoi servirait-il de réinsérer les quartiers dans la ville si ceux qui les habitent restent exclus de la société ?

A quoi servirait-il de désenclaver les territoires si ceux qui y vivent restent enclavés dans leurs statuts de chômeurs ou de précaires et si leurs enfants sont convaincus qu'ils n'ont aucune chance de promotion sociale ?

Depuis 25 ans, on proclame vouloir traiter les habitants des quartiers comme des citoyens à part entière. Pourtant on ne cesse de leur appliquer des dispositifs d'exception.

Depuis 1996, 751 quartiers prioritaires ont été classés en Zone urbaine sensible. S'y ajoutent les 2200 quartiers prioritaires couverts par la politique de la ville. Quand tout le monde est prioritaire, qui peut l'être réellement ? Aucun quartier n'est jamais sorti de ces dispositifs et zonages qui étaient censés constituer un moyen de revenir à l'égalité.

Pourquoi cet échec ? Parce que depuis que la politique de la ville existe, les habitants des quartiers n'ont eu qu'un seul ministre : celui de la ville. Les autres administrations s'en sont désintéressées et les services publics ont déserté les quartiers.

Parce que la politique de la ville ne traite pas de la ville, mais de l'assistance dans laquelle, avec les meilleures intentions du monde, on a enfermé les habitants des quartiers.

Je veux une politique d'égalité des chances sur l'ensemble du territoire. Je veux une France où l'on ne parlera plus de quartiers sensibles, mais de quartiers populaires où il fait bon vivre.

Cet objectif, je m'engage à le suivre, à l'évaluer et à l'atteindre en donnant aux habitants des quartiers les mêmes services publics qu'à tous les autres.

Je demande donc, aujourd'hui, aux ministres responsables de politiques touchant la vie des habitants des quartiers de me présenter, chacun, un programme sur 3 ans de mobilisation de leurs services sur les quartiers qui sont vraiment en difficulté. Chacun devra présenter des objectifs ambitieux de réduction des écarts entre ces quartiers et l'ensemble du territoire.



Le Conseil Interministériel des Villes deviendra, sous l'autorité du Premier ministre, le lieu de décision et de suivi des résultats obtenus. Il ne sera plus un forum, mais un lieu de travail où seront examinés par les ministres des dossiers précis, quartier par quartier.

Pour que ce pilotage se traduise rapidement par des résultats sur le terrain, la chaîne des responsabilités sera clarifiée. Elle ira des Préfets de région aux représentants de l'Etat dans le quartier. Je veux que ce représentant de l'Etat sur place soit doté d'une véritable autorité sur les services de l'Etat dans le quartier pour pouvoir leur imposer la mise en œuvre des objectifs définis au plan national et pour pouvoir les obliger à travailler ensemble. Je veux qu'ils soient à temps plein et qu'il y en ait un par quartier. Leur généralisation devra être effective d'ici le 1^{er} septembre.

Si aujourd'hui les postes de fonctionnaires restent vacants dans les quartiers, je veux qu'à l'avenir, les agents les plus expérimentés et les plus motivés se portent candidats. Et je demande au ministre chargé de la Fonction Publique de me proposer rapidement des solutions innovantes pour les y inciter. Pourquoi ne pas envisager des postes qui sortiraient des catégories de la Fonction Publique ? Pourquoi ne pas développer des aides à la mobilité professionnelle du conjoint ?

Tant de problèmes n'ont que trop duré. Je les affronterai en concentrant les efforts là où résident les besoins. Ce principe je veux qu'il soit appliqué aux contrats urbains de cohésion sociale. En 2009, lorsqu'il s'agira de les renouveler, il faudra bien se demander si les 2200 quartiers bénéficiant de ces aides exceptionnelles sont tous en difficulté.

Ce principe, je veux l'appliquer à la solidarité financière que nous devons aux communes les plus pauvres. Car s'il y a des villes avec des pauvres, il y a aussi des villes pauvres qui n'ont tout simplement pas les moyens de s'occuper de leur population.

Et, il faut bien le dire, il y aussi des villes avec des quartiers en difficulté qui utilisent au bénéfice d'autres quartiers les dotations supplémentaires qui leur sont accordées.

Je souhaite un partenariat de confiance avec les collectivités. C'est pourquoi, je demande au Premier ministre et à Michelle ALLIOT-MARIE de conduire avec les élus locaux une réflexion sur la répartition des dotations aux collectivités. Un projet de réforme devra être préparé d'ici l'été pour être traduit dans la prochaine loi de finances.

Avec les associations, je veux également engager un nouveau partenariat pour les aider à se professionnaliser dans la durée plutôt que de vivre toujours dans la fragilité. L'Etat s'engagera désormais systématiquement à leur égard sur plusieurs années. C'est un véritable dialogue sur leurs résultats que nous pourrions enfin mener.

Ce seront aussi des relations simplifiées. Pour financer quatre ballons de football, il n'y a pas besoin d'une commission réunissant 15 fonctionnaires. L'Etat règlera désormais les petites dépenses, en 48 heures, avec un simple chèque.

Tant d'associations, dont un grand nombre sont présentes parmi nous aujourd'hui, réalisent un travail formidable au quotidien dans les quartiers. En même temps, je tiens à rappeler que les efforts de la collectivité doivent aller aux quartiers. Ils n'ont pas pour vocation première le



fonctionnement des associations. Leur travail, je tiens donc à le saluer aussi parce qu'il repose sur des milliers de bénévoles dont l'engagement est exemplaire.

Le premier devoir de l'Etat c'est d'assurer la sécurité. Le premier droit des citoyens c'est le droit à vivre tranquillement sans se trouver sans cesse menacé par des voyous. Parce qu'avec la peur au ventre, on ne vit pas.

J'assume tout ce que j'ai dit par le passé sur ce sujet. Je veux une France qui soit juste, une France qui protège les honnêtes gens et qui soit plus sévère vis-à-vis de celui dont la seule idée est d'empoisonner la vie des autres et d'abord celle des habitants de son quartier.

Tel est le message que j'ai voulu adresser à tous les délinquants par la loi sur la récidive et l'excuse de minorité qui a été votée en août dernier.

A présent, avec Michelle ALLIOT-MARIE, nous allons mettre fin à la loi des bandes, cette loi du silence et des trafics en renforçant l'efficacité des Groupes d'Intervention Régionaux qui seront recentrés sur la mise à jour de l'économie souterraine.

Nous allons également installer une police qui protège, à tout moment, les habitants des quartiers. Ce sera le rôle des 200 « unités territoriales de quartier ». En trois ans 4 000 policiers viendront ainsi renforcer la sécurité dans les banlieues, notamment dans les départements les plus marqués par les violences urbaines. Contre ces violences, en particulier, seront déployées des compagnies spécialisées au recrutement sélectif et comptant plus d'une centaine d'hommes.

Mais je ne veux pas que malgré ces efforts, certains habitants continuent de méconnaître ce que la police fait pour eux et que la défiance continue de servir la loi du silence.

Je veux que les habitants et les forces de sécurité apprennent à se connaître et à se respecter. L'éthique des forces de sécurité doit donc être au-dessus de tout soupçon.

Des réservistes expérimentés seront recrutés comme délégués à la cohésion police – population. Ils s'appuieront sur des "volontaires citoyens de la police nationale", c'est-à-dire des habitants, dont je veux engager le recrutement pour qu'ils s'impliquent dans la sécurité de leur propre quartier.

Le retour de la sécurité et de la tranquillité, c'est aussi d'en finir avec ces incivilités qui empoisonnent la vie des habitants au quotidien : les tapages nocturnes, les rodéos, les squats dans les halls d'immeubles...

Se respecter soi-même, c'est aussi respecter les autres. C'est respecter son immeuble, son quartier, son environnement.

Chacun doit prendre ses responsabilités. Il n'est pas admissible que des voitures brûlées ne soient pas évacuées avant de longs mois, que les ascenseurs ne soient pas réparés.

J'ai demandé à Christine Boutin de conclure avec les bailleurs sociaux un nouveau pacte social pour qu'à l'avenir la qualité du service qu'ils rendent aux habitants soit évaluée et qu'elle conditionne le maintien des avantages divers dont ils bénéficient.



Et je voudrais en finir avec ce postulat idéologique énonçant que le logement social doit être locatif, comme si on ne pouvait avoir des revenus modestes et devenir propriétaire. On ne mesure pas le coût dû en partie au fait que les habitants, notamment les plus jeunes, ne s'approprient pas leur logement. Je demande donc à Christine BOUTIN de me présenter, à partir de l'accord déjà conclu avec les bailleurs sociaux, un plan complet en faveur de l'accession sociale à la propriété prévoyant des règles de saine gestion des copropriétés.

Briser la logique du ghetto c'est aussi empêcher que se renouvelle ce qui est arrivé à cette femme de Montfermeil qui a dû refuser un emploi parce qu'elle n'a aucun moyen de se déplacer tôt le matin. Je veux dire qu'il est inadmissible que dans certains quartiers de la République la population soit assignée à résidence.

L'Etat va donc se réengager pour aider les collectivités à construire des voies de bus, des tramways et à les sécuriser. 500 millions d'euros mobilisés dans le cadre du Grenelle de l'environnement seront consacrés aux quartiers en difficulté.

En Ile-de-France, les besoins sont flagrants. Chacun sait qu'il est indispensable de réaliser le barreau de Gonesse pour désenclaver le quartier de la Fauconnière, le tramway T4 jusqu'à Montfermeil et Clichy, ou encore le tram-train entre Massy et Evry.

Une part de l'effort financier sera donc réservée à l'Ile-de-France.

Dans les autres régions, l'Etat apportera sa contribution aux projets qui seront présentés par les autorités organisatrices de transport des nouvelles équipes municipales pour les quartiers dont l'isolement est un obstacle à l'emploi pour ses habitants et n'a que trop duré.

En attendant que les travaux lancés soient réalisés, je tiens à ce que soient créées d'urgence, dans l'année, les lignes d'autobus permettant un désenclavement rapide des quartiers particulièrement isolés.

L'Etat, n'admettra plus que les citoyens soient les otages des égoïsmes territoriaux, que des lignes de tramway soient construites sans desservir, aussi, les quartiers en difficulté. Il saura en tirer les conséquences dans les aides qu'il apporte aux collectivités.

Sortir du ghetto, c'est faire revenir la vie dans les quartiers.

A quoi peuvent s'occuper les jeunes de Grigny qui n'ont ni cinémas, ni théâtres ? Quelle égalité des chances pour les 15 000 habitants du quartier nord de Bondy qui n'ont aucune banque à proximité ?

Sortir du ghetto c'est faire revenir les commerces, recréer des places de marché ? Redonner vie aux activités culturelles, aux loisirs.

Il y a dans ces banlieues qu'on a mises en marge de la République, dans ces quartiers où s'accumulent tous les handicaps, toute une population qui ne demande qu'à vivre de son travail. Il y a dans ces banlieues, dans ces quartiers toute une jeunesse pleine d'énergie, pleine de courage, pleine d'ambition.



Il s'y trouve, au milieu des difficultés innombrables, une vie, une imagination, une créativité qui ne demandent qu'à s'exprimer, qui ne demandent qu'à agir, et malgré les obstacles on y voit sortir des talents exceptionnels qui seraient infiniment plus nombreux à éclore si l'on en mettait simplement en œuvre les moyens nécessaires pour assurer l'égalité des chances.

On parle toujours des voyous qui empoisonnent la vie de tout le monde. On parle toujours des trafiquants, on parle toujours des bandes qui font parfois régner la terreur. On montre avec complaisance les voitures incendiées, les pillages, les émeutes.

Et l'on ne voit pas derrière toute cette population, toute cette jeunesse qui ne demande qu'une chose, c'est qu'on lui donne les moyens d'étudier, de travailler, d'entreprendre. On ne voit pas les parents qui sont prêts à tout sacrifier pour que leurs enfants s'en sortent. On ne voit pas qu'il y a dans ces quartiers un sang neuf, une vitalité qui est une richesse inestimable et dont la France a besoin.

Ce que nous avons à accomplir est immense. C'est une révolution des mentalités, une révolution des comportements, un changement profond dans nos priorités et dans nos méthodes.

Cela ne peut pas être accompli par l'Etat seul et par l'administration, mais avec vous tous, avec tous les élus, toutes les associations, tous les habitants, avec tous ceux qui tous les jours tentent d'aider, d'accompagner, de soutenir, de former ceux qui en ont besoin, ceux qui ont été durement éprouvés par les accidents de la vie et qui ne peuvent pas s'en sortir tous seuls.

Si nous voulons réussir à sortir de la situation où nous nous trouvons, si nous voulons éviter que se construise malgré nous une société où chacun se barricaderait avec ceux qui lui ressemblent, qui vivent comme lui, qui pensent comme lui, qui ont les mêmes origines, la même religion, la même éducation, si nous voulons empêcher que le communautarisme, les tribus et les bandes finissent par miner définitivement la République, alors nous devons mobiliser non seulement toutes les politiques publiques mais aussi toutes les femmes et tous les hommes de bonne volonté qui n'acceptent pas une telle issue.

C'est ce que Fadela Amara s'emploie à faire avec ardeur depuis huit mois, avec succès puisque vous êtes là.

Fadela, elle n'a jamais appartenu à la famille politique dont je suis issu, elle n'a jamais partagé mes engagements et je ne lui ai pas demandé de renier les siens, d'oublier ses convictions, son histoire. Je lui ai simplement dit : « Viens mettre en œuvre ce pour quoi tu te bats. »

Et elle est venue parce qu'elle pensait que la situation était devenue telle qu'il n'était plus possible d'attendre.

Elle est venue parce qu'elle pensait que c'était son devoir et que remplir ce devoir était la meilleure façon d'être fidèle à elle-même.

Elle est venue avec cette générosité, avec cette sincérité, avec cette volonté qu'elle met dans tout ce qu'elle entreprend.

Je voudrais lui rendre hommage pour ce qu'elle est et pour ce qu'elle accomplit.

Et je voudrais vous dire, je voudrais dire à tous les Français combien l'ouverture et la diversité sont importantes pour que le sentiment d'appartenance à une même nation soit fort.

Je voudrais dire combien l'entrée dans le gouvernement de Fadela, de Rama et de Rachida constitue un fait historique sur lequel il sera difficile de revenir et quelque chose d'absolument nécessaire pour que dans certains quartiers, dans certaines banlieues chacun puisse se reconnaître dans la nation et dans la République, pour que chacun retrouve confiance dans les institutions.



Maintenant, ceux qui réclament avant tout la justice et le respect savent qu'ils seront traités avec justice et avec respect.

Maintenant, chacun sait que quelles que soient son origine, la couleur de sa peau, la consonance de son nom ou le quartier où il est né, il peut prétendre par son travail, par ses compétences à tous les postes, à toutes les responsabilités.

Maintenant, chacun sait qu'il n'y a pas d'autre limite à ses ambitions que celles que lui imposent son travail et son talent.

Maintenant, chaque enfant perçoit qu'il n'est pas condamné à être un étranger dans son propre pays parce qu'il reconnaît dans la République une part de lui-même.

Nous avons un défi immense à relever, celui de prouver que l'effort paie et que tous les enfants de la République peuvent réussir.

A ce jeune issu de l'immigration, qui travaille à l'école, qui veut faire des études, je veux dire que notre pays ne doit plus répondre à son courage par la lâcheté des discriminations. Je veux le dire aux enfants d'immigrés, qui eux sont français et qui croient, souvent à tort, quelque fois à raison que la France les aime moins.

Je veux leur dire qu'en France personne ne doit plus être jugé sur la couleur de sa peau, ou l'adresse de son quartier. Je veux lui dire que je serai toujours de l'origine de celui que l'on discrimine.

Je veux une démocratie irréprochable et en graver les principes dans le Préambule de notre Constitution. J'ai demandé à Simone Veil de conduire un débat national sur ces principes, parmi lesquels il y a la diversité. Si pour des raisons éthiques, la diversité ne peut se définir sur une base ethnique, elle doit néanmoins refléter la richesse de notre société à tous les niveaux de responsabilité.

La fonction publique doit nous y aider. Elle doit intégrer et promouvoir les enfants issus de l'immigration, comme elle a su promouvoir autrefois les enfants des classes populaires. Avant la fin de l'année, nous aurons pris des mesures pour qu'en cinq ans elle s'ouvre largement à la diversité. Toutes les pistes sont à l'étude, et notamment les préparations spécifiques.

La France c'est vous tous, dans la diversité de ce que vous êtes et de ce que vous croyez.

La France c'est une identité dans laquelle se croisent les fils d'une multitude d'histoires individuelles et de cultures.

La France c'est une multitude de petites patries qui n'en forment qu'une.

La France c'est une nation qui fonde son unité non sur l'uniformité, l'homogénéité ou la pureté mais sur l'égalité et sur la fraternité.

Pour la France, la diversité ce n'est pas une menace, mais c'est une richesse.

La France c'est une idée que chacun prend en partage et que chacun contribue à construire.

La France c'est quelque chose que chacun reçoit et auquel chacun donne.

Je veux que tout soit fait pour que chacun puisse se sentir fier d'être Français.

Mais être Français, c'est avoir des droits et des devoirs.

Nul ne peut se contenter de n'avoir que des droits.

Nul ne peut réclamer d'être aidé, soutenu, accompagné s'il n'est pas prêt à faire tous les efforts qu'il peut.



L'argent de la solidarité nationale c'est l'argent des Français qui l'ont gagné en travaillant dur.

Cet argent, on n'a pas le droit de le gaspiller.

Cet argent, on n'a pas le droit de s'en servir pour subventionner ceux qui ne veulent pas travailler.

Cet argent, il doit être utilisé pour réparer des accidents, pour permettre à celui qui part avec plus de handicaps dans la vie d'avoir les mêmes chances de réussite que les autres.

L'assistanat est dégradant pour la personne humaine et il la rend de plus en plus dépendante quand il s'agirait au contraire de lui donner les moyens de reconquérir son autonomie.

Ce qui devrait être l'objectif, c'est que chacun, dès lors qu'il n'est pas malade ou trop usé par la vie, puisse vivre de son travail et non du travail des autres, c'est que la solidarité nationale permette de dépasser des moments difficiles mais ne permette pas de vivre mieux sans travailler qu'en travaillant.

Il n'y a pas d'issue dans la dévalorisation du travail.

Je me refuse à proposer l'assistanat comme idéal à la jeunesse.

Ce que je veux proposer à la jeunesse, c'est une formation et un emploi.

Ce que je veux proposer à la jeunesse, c'est de l'aider non à rester dans l'enfance mais à devenir adulte.

Ce que je veux proposer à la jeunesse, c'est de construire avec elle une société où les adultes n'auront plus peur des jeunes et où les jeunes cesseront d'avoir peur du monde des adultes.

Ce que je veux proposer à la jeunesse, c'est de lui donner les moyens de sa liberté et de sa responsabilité.

Ce que je veux proposer à la jeunesse française, et en particulier à celle qui subit le plus de handicaps, qui a le plus de difficultés pour s'en sortir, ce sont les moyens de sa réussite.

Je veux que pour toute cette partie de la jeunesse qui a le sentiment que quoi qu'elle fasse elle ne s'en sortira pas, la promotion sociale redevienne une réalité.

J'adresse un appel aux entreprises françaises pour qu'elles redonnent un espoir à cette partie de la jeunesse qui se sent le plus abandonnée, qui se sent victime d'une discrimination inacceptable parce qu'elle habite dans certains quartiers.

Car les entreprises ont aussi leur rôle à jouer aux côtés de tous les autres acteurs pour lutter contre l'exclusion, pour aider chacun à trouver sa place dans la société.

Je veux remercier la centaine de chefs d'entreprises qui sont présents aujourd'hui et dont la présence témoigne de l'engagement qui est le leur.

Je veux remercier tous ceux qui dans les jours qui viennent vont signer avec Christine Lagarde et Fadela Amara un engagement à recruter plusieurs milliers de jeunes issus des quartiers en difficulté.

Je veux remercier Laurence Parisot qui a encouragé avec beaucoup de force cet engagement des entreprises.

Et cette jeunesse, dès lors qu'elle sentira qu'on lui fait confiance, qu'on lui donne sa chance, elle donnera le meilleur d'elle-même, elle deviendra pour nos entreprises, pour notre économie, un atout formidable.

S'il faut d'un côté combattre la délinquance, démanteler les trafics qui rapportent plus que le travail, lutter par tous les moyens contre les économies parallèles qui contribuent à marginaliser certains quartiers et certains jeunes, il faut en même temps que la jeunesse voie que l'on est prêt à lui faire confiance, à lui permettre de réaliser ses projets.

On s'est trop moqué des jeunes auxquels on n'a offert que des petits boulots ou des stages sans intérêt qui ne débouchaient jamais sur rien.



Je veux proposer aux jeunes un véritable contrat d'autonomie.

Ce contrat, les jeunes le signeront avec des entreprises spécialisées dans l'insertion professionnelle. Nous allons sélectionner les meilleures. Elles travailleront avec les associations, les services de l'Etat, les missions locales et l'ANPE. Elles seront rémunérées selon leur performance.

C'est un nouveau service public d'excellence qui sera mis sur pied au cœur des cités dès le mois de juin. Et si cette expérience est probante, nous pourrions la généraliser à toute la France.

Avec le contrat d'autonomie, les jeunes qui en ont besoin pourront apprendre les codes nécessaires à l'insertion dans l'entreprise, sans lesquels la réussite est impossible et l'accès à un emploi difficile, et ils pourront compléter leur formation.

A l'issue de cette période de soutien intensif et personnalisé, qui pourra durer quelques semaines ou quelques mois selon les cas, tous les efforts seront faits pour que chacun puisse accéder à un emploi durable, à un contrat d'apprentissage ou à une formation vraiment qualifiante. Il continuera à être suivi pendant 6 mois.

Si les termes du contrat sont respectés, si le jeune est assidu, s'il fait des efforts, s'il travaille, il pourra bénéficier d'une bourse.

Je ne veux pas d'une société où un jeune serait contraint de refuser un entretien d'embauche parce qu'il n'aurait pas les moyens de se déplacer.

Voilà, les choses sont claires : ceux qui sont prêts à faire quelque chose pour eux-mêmes, l'Etat les aidera. Ceux qui ne veulent rien faire, l'Etat ne fera rien pour eux.

Le contrat d'autonomie c'est un signe de confiance adressé à toute la jeunesse et c'est une exigence, un appel à l'effort et au dépassement de soi. On ne rend pas service à la jeunesse en n'exigeant rien d'elle. Il y a toute une jeunesse qui ne demande qu'à travailler, qu'à entreprendre et qu'il faut aider, qu'il faut encourager.

Dans les quartiers aujourd'hui, un jeune sur deux veut créer son activité. Pour les aider, les professionnels de la création d'entreprise vont être, là encore, sélectionnés. Ils devront les accompagner aussi bien avant qu'après la création de l'entreprise, leur dire quelles actions de professionnalisation, quelles expertises sont nécessaires, comment avoir accès à la médiation bancaire ou à des financements privilégiés.

Cette réforme de l'aide à la création d'entreprise, je veux la commencer avec les jeunes des quartiers qui habitent là où les structures d'accompagnement à la création sont aujourd'hui les moins présentes.

Au total, avec l'ensemble des outils que l'Etat va mobiliser, c'est plus de 100 000 jeunes que nous allons accompagner vers l'emploi dans les 3 prochaines années.

Je veux être le Président d'une France qui donne les moyens à celui qui veut entreprendre, qui accompagne celui qui veut s'en sortir, mais qui sache aussi redonner sa chance à celui qui a subi un échec.

Le premier échec c'est le décrochage scolaire, c'est la sortie de l'école, chaque année, de 150 000 jeunes sans aucune qualification. Je ne veux plus qu'on laisse les « intermittents des collèges », ces jeunes si souvent absents, disparaître à 16 ans. Lorsqu'on les retrouve quelques années plus tard, c'est parmi les chômeurs ou les délinquants.

Aujourd'hui personne ne se sent responsable de ces jeunes. Je demande à l'Education Nationale, dont c'est la mission, d'identifier ces jeunes qui ne sont inscrits dans aucun établissement l'année suivante.



Je veux que tous les moyens soient mobilisés pour qu'à partir de 16 ans tout jeune sorti du système scolaire sans aucune qualification puisse être accueilli dans une école de la 2^e chance.

Là où elles existent, ces écoles sont un succès. Je veux qu'elles soient généralisées sur tout le territoire.

Je veux que l'école de la 2^e chance devienne pour notre République en ce début de XXI^e siècle une priorité comme l'école primaire le fut jadis pour la III^e République.

Je ne veux pas qu'on le fasse à moitié, juste pour quelques-uns, juste pour se donner bonne conscience. Je veux que la deuxième chance devienne un droit pour tous.

Je veux que ces écoles puissent bénéficier de la taxe d'apprentissage. Je veux que l'Etat s'engage financièrement. Parce que ce qui coûte le plus cher à la société, ce qui coûte le plus cher à l'économie, c'est de laisser une partie de la jeunesse à la dérive, sans aucun repère, sans aucune formation, condamnée à la marginalité parce qu'à un moment, à 12 ans ou à 14 ans, elle a décroché de l'école.

Le développement de la deuxième chance, ce sera l'une des priorités de mon quinquennat.

Il faut du temps parce qu'il faut former les enseignants, il faut créer les structures, mais l'on va s'y mettre, c'est un dossier que je suivrai personnellement parce que beaucoup de choses se jouent sur cette idée de la deuxième chance, parce que l'on sait que ce type d'école permet d'obtenir des résultats mais qu'aujourd'hui, il y en a encore trop peu par rapport aux besoins et que les parents, les éducateurs se trouvent désemparés face à ce vide.

La deuxième chance, c'est aussi celle que l'on offre à celui qui n'a pas le bac et qui veut poursuivre des études supérieures. Celui qui pour une raison ou une autre a décroché du lycée et qui veut reprendre ses études.

Le système de la capacité en droit doit être élargi à d'autres disciplines. Il faut créer des passerelles, développer des systèmes comme celui du Conservatoire National des Arts et Métiers.

La deuxième chance c'est un projet de société.

L'autre grande priorité c'est de faire en sorte que la première chance puisse être réellement saisie. Je veux que dès le plus jeune âge les enfants des milieux défavorisés qui montrent de bonnes aptitudes scolaires, qui ne peuvent pas étudier chez eux dans de bonnes conditions et qui risquent d'être happés très vite par un environnement qui les détourne de l'étude, puissent se voir proposer un hébergement dans des internats, pas les austères internats de jadis mais des internats d'excellence, modernes, où il ferait bon vivre et étudier, où les enfants seraient totalement pris en charge pendant la semaine et où ils bénéficieraient d'un accompagnement scolaire et éducatif.

Ce serait un instrument de mixité et de promotion sociales. Ce serait une bonne façon d'aider les familles et d'offrir aux enfants une vie plus équilibrée, d'échapper à l'attraction de la rue et des bandes.

Il faut là encore faire des internats d'excellence non un outil à la marge mais l'instrument d'un véritable projet de société où la promotion sociale retrouve toute sa place. Je veux que l'Etat s'y engage massivement à côté des communes, des départements et des régions.

Je ne veux pas que la politique de la ville soit un tonneau des Danaïdes, parce qu'on n'aura fait que panser les plaies que l'on n'osait pas nommer et cacher des erreurs sans avoir le courage de les affronter.

Ces erreurs, c'est le regroupement de la misère, c'est la ségrégation urbaine, c'est aussi une politique d'accueil qui fait le malheur de tant d'immigrés que l'on n'arrive plus à intégrer.



Je veux en finir avec des politiques qui font monter la colère de ceux que l'on accueille si mal.

Je veux que les logements sociaux cessent d'être attribués par communautés et par ethnies. Et je demande à Brice HORTEFEUX et à Christine BOUTIN de poursuivre les discussions qu'ils ont déjà engagées en ce sens avec la plus grande fermeté.

Je veux que l'on cesse de faire subir des exclusions de toutes sortes aux personnes dont l'immigration a été mal préparée. Je veux que l'on respecte la dignité des personnes qui sont accueillies en France.

Nous le ferons en fixant chaque année, comme d'autres démocraties, le nombre d'étrangers à qui la France peut offrir de réelles chances d'intégration. Une commission présidée par Pierre MAZEAUD doit en examiner les principes.

Et c'est pour que la France soit une terre d'immigration réussie, que la loi adoptée en novembre dernier a prévu qu'on ne pouvait faire venir sa famille en France sans avoir les revenus nécessaires pour qu'elle vive décemment et qu'on ne pouvait s'installer en France sans un « contrat d'accueil et d'intégration pour la famille », ou sans se donner la peine d'écrire et de parler le Français.

Car on ne peut vouloir s'installer en France sans respecter sa culture, ses valeurs et les lois de la République.

Il n'y a pas de place en France pour la polygamie, pour l'excision, pour les mariages forcés, pour le voile à l'école et pour la haine de la France. Car on ne construit rien sur la haine des autres. Derrière la détestation il y a le repli sur soi, le communautarisme et la loi des tribus, celle de la force brutale et systématique.

Si on vit en France, je veux que l'on respecte la France. Car la France est un pays dont on ne peut qu'être fier.

C'est quand on aime la France, qu'on est Français.

Pour que tous les enfants aiment la France, pour qu'ils prennent sa culture, sa langue et son histoire en partage, la première condition est que l'école de la République leur apprenne.

En relevant ce défi, je sais que notre système scolaire trouvera un nouveau souffle.

La panne de l'intégration des enfants nés dans les banlieues, c'est là qu'elle se trouve. Parce que les enfants dont les parents ne savent pas écrire partent dans la vie avec plus de handicaps que les autres.

Pour que grâce à l'éducation, ces enfants puissent avoir l'espoir réel de changer leur condition, ils doivent avoir la meilleure école, celle voulue par Condorcet et par Jules Ferry.

C'est l'école de l'excellence pour tous, car l'élitisme républicain est la condition de la promotion sociale. C'est l'école de la citoyenneté, du respect et de l'autorité qui transmet le savoir, mais aussi le savoir-être.



Mais lorsque dans notre pays on a scolarisé les enfants des paysans, on ne les a pas rassemblés en plein champ ! On a créé des internats, on a mis en place des transports scolaires pour que les enfants de la campagne soient dans la même école que ceux des villes et qu'ensemble ils construisent l'avenir de notre pays.

Je veux faire la même chose avec les enfants des cités. On ne peut plus accepter qu'ils soient scolarisés dans des établissements dont on sait qu'ils ne conduisent qu'à l'échec.

Je veux donc casser les ghettos scolaires en fermant les collèges les plus dégradés. Car la différence entre un collège de centre ville et un collège au pied des barres, c'est que dans le premier, il faut être le meilleur de sa classe, alors que trop souvent dans le second, réussir c'est faire autre chose que d'être le meilleur.

Et cet enfant qui ne veut pas progresser, même le maître le plus expérimenté ne saurait l'aider.

Cet enfant, je veux lui redonner l'envie d'être le premier dès le plus jeune âge. C'est pourquoi, dans les écoles primaires des quartiers, Xavier DARCOS va renforcer les équipes éducatives et étendre aux jeunes orphelins de 16h les mesures d'accompagnement éducatif.

Mais je veux aller plus loin, en appliquant ce qui a tant réussi dans quelques écoles primaires pionnières, comme celle de la Saulaie à Oullins : les élèves de classes entières sont scolarisés dans d'autres écoles de la même ville pour y découvrir un autre environnement, d'autres camarades, d'autres enseignants. La mixité est une condition de la réforme de la carte scolaire. Je demande par conséquent à tous les inspecteurs d'académie de faire des propositions aux communes pour l'expérimenter aux écoles primaires les plus en difficulté.

Je veux que la République redevienne une incitation à imaginer des pratiques courageuses, pas une excuse pour ne pas agir.

Je veux donner à tous les enfants le goût d'apprendre en leur offrant des formations qui les motivent. Dans des collèges et lycées des quartiers, dont des lycées professionnels, 30 sites d'excellence vont être créés.

Ils auront des classes d'élite rassemblant les meilleurs élèves et bénéficiant d'un enseignement d'excellence. L'encadrement sera renforcé et une banque de stages sera créée pour que la recherche d'un stage en entreprise par les jeunes qui sont en 3^{ème} ne soit plus jamais vécue par eux comme leur premier échec professionnel.

Nous aurons réussi le jour où il y aura plus de diversité à Henri IV, mais aussi des classes d'élite dans le collège République à Bobigny, le jour où des établissements privés prestigieux s'implanteront dans les quartiers en difficulté. Certains comme l'Ecole alsacienne sont prêts à le faire. L'Etat doit les y encourager.

C'est ainsi que je veux donner de l'espoir aux jeunes, en leur ouvrant les filières qui leur sont fermées, l'ENA, HEC et les universités.

J'ai donc demandé à Xavier DARCOS de veiller à ce que tous les proviseurs présentent chaque année 5 % de leurs élèves les plus méritants en classe préparatoire. La demande formulée par ces élèves sera automatiquement acceptée. Pour avoir toutes les chances de réussir, ils bénéficieront



d'un accompagnement personnalisé ainsi que d'une priorité d'accès aux internats et aux logements étudiants.

Ensemble, nous devons bâtir une France vivante, fière de sa diversité, capable de se regarder telle qu'elle est et de se rêver telle qu'elle peut devenir, une France qui participera au monde de demain fait de mélanges, d'ouverture et de rencontres entre toutes les cultures.

Je pense à ceux qui ont tout quitté pour venir en France, je pense à leurs enfants à l'identité déchiré entre un pays mythique qu'ils ne connaissent qu'en rêve et la dure réalité de notre société dans laquelle ils vivent.

Je pense au défi que leurs espoirs et leurs souffrances nous imposent de relever. Je pense à tous ceux qui sont venus et qui ne repartiront pas, je pense à leurs enfants qui n'ont qu'un seul pays, qu'une seule patrie qui s'appelle la France. Je pense à cette Nation qui est notre bien le plus précieux. Je pense à ce que nous allons transmettre à nos enfants et je me dis que nous n'avons pas le droit d'échouer.

ESPOIR BANLIEUES

Jeudi 14 février 2008



Accompagnement éducatif dans toutes les écoles de l'éducation prioritaire

- Accueil des élèves 2 heures après les cours, 4 jours par semaine
- Aide aux devoirs, pratiques culturelles, artistiques et sportives
- Dispositif mis en place dans les 5311 écoles classées en Education Prioritaire au plus tard en octobre 2008

Favoriser la mixité sociale dans les écoles

- Expérimenter le principe du « busing » des élèves dans les quartiers en difficulté
- 50 sites concernés à la rentrée 2008 pour des classes de CM1 et CM2
- Mise en œuvre dans les communes volontaires
- Financement du transport et de la restauration scolaire sur fonds Etat (Acse)

Encourager la contribution de l'enseignement privé à l'égalité des chances

- Utiliser le savoir-faire des établissements privés pour contribuer à l'égalité des chances
- Les projets couplés avec les internats d'excellence seront favorisés
- Création d'un fonds d'intervention spécifique « Espoir Banlieue », dès 2008, sur le budget de l'Education Nationale
- Objectif rentrée 2008 : 50 Classes

Créer 30 sites d'excellence

- 30 lycées des quartiers difficiles dès la rentrée 2008 érigés en site d'excellence
- Sections internationales avec enseignement renforcé des langues vivantes pendant le mois d'août
- Filières d'excellence artistiques et culturelles, classes à horaires aménagés, préparées par un accès facilité aux arts et aux spectacles en collège
- Lycées professionnels transformés en lycée des métiers

Banque de stage

- Permettre une plus grande équité dans l'accès aux stages
- Création, pour la rentrée 2009, d'une banque de stages dans chaque académie
- Population ciblée : voie professionnelle et BTS
- Travail en relation avec les organisations patronales et professionnelles territoriales (MEDEF, CGPME, chambres consulaires)

Mettre fin à l'auto-censure

Accès aux classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE)

- Constat : Phénomène d'autocensure. Environ 400 établissements en France présentent peu ou pas d'élèves en classes préparatoires
- Objectif : Fin juin 2008, dans tous les LEGT, les 5% d'élèves les plus méritants se voient proposer un accès en CPGE

Internats d'excellence

- Un accueil en internat accompagné d'un projet éducatif renforcé
- Aujourd'hui, 27 internats et 670 places
- **Objectif :**
 - Doublement des places ouvertes à la fin de l'année 2008 (+ 700)
 - 2500 places labellisées en 3 ans, 4000 en 5 ans
- Participation Etat : 2000 euros/place + moyens d'encadrement spécifiques
- Procédure de labellisation simplifiée

Casser les ghettos scolaires

- Ciblage des collèges les plus dégradés ou les plus évités des quartiers difficiles à la fin de l'année 2008-2009
- Intégration de leur destruction /reconstruction dans le programme national de rénovation urbaine
- Soutien de l'ANRU aux opérations pilotées par les collectivités territoriales

Multiplier les écoles de la 2^e chance (E2C)

- Conditions d'éligibilité des écoles à la taxe d'apprentissage élargies
- Objectif : doublement des places en E2C pour la rentrée 2009 (+ 4000)
- A terme, une école de la deuxième chance dans chaque département